

Judy Knight

Développements politiques et législatifs

Les chasseurs-cueilleurs basés en forêt migrent de plus en plus vers des sites le long des routes. C'est un processus qui a débuté avec les programmes de relocation coloniaux et qui a continué avec les politiques de développement post-indépendance et actuels. La majorité des communautés de chasseurs-cueilleurs gabonaises basées dans des camps le long des routes est confrontée à des problèmes de marginalisation, de pauvreté avec un accès restreint aux ressources de base, et de ségrégation sociale.

Les menaces et les défis actuels pour la population pygmée au Gabon sont les suivants : les dégâts environnementaux graves causés aux terres et ressources ancestrales, l'équipement en infrastructures (routes, barrages et chemin de fer), la chasse à grande échelle de viande de brousse à but commercial, l'insécurité sur les périodes de jouissance des terres, l'usurpation des droits des populations autochtones avec l'exploitation forestière et les activités d'extraction, les développements et réglementations en matière de conservation de la biodiversité, les projets de relocation et d'intégration, la faiblesse de la représentation autochtone pour les réclamations de terres communautaires ainsi que le manque de fonds et de soutien aux organisations autochtones.

Les événements récents en matière de politique forestière ainsi que les nouvelles législations pour les parcs naturels sont sujets à faire naître de sérieuses inquiétudes pour le bien-être futur des populations autochtones. En septembre 2007, la nouvelle Loi sur les Parcs Nationaux a été adoptée, cinq ans après l'établissement des 13 parcs naturels (2002). D'après cette Loi, l'accès à et les activités de subsistance locales au sein du parc deviennent illégales, excepté dans certaines zones agréées pour la pêche et l'écotourisme. Dans des zones « tampons » délimitées autour des parcs, les activités locales seront contrôlées et limitées aux méthodes de chasse traditionnelles identifiées comme ayant un faible impact écologique (par exemple sans armes à feu). Les populations autochtones sont situées à proximité de plusieurs parcs nationaux (et leurs terres ancestrales et territoires de chasse peuvent s'étendre jusqu'à ces Parcs), comme les Parcs nationaux de Minkebe, Waka, Lope et Ivindo.

Néanmoins il n'est pas encore clair aujourd'hui quel va être l'impact de cette législation sur les populations autochtones, notamment avec la mise en place des plans individuels de gestion des parcs. Les négociations continuent entre les ministères, gestionnaires de Parcs, experts légaux et représentants autochtones sur comment produire des réglementations spécifiques aux parcs qui prennent en compte l'importance des activités culturelles traditionnelles. Les avancées dans ce domaine ont été retardées, largement à cause de la restructuration des gouvernements et ministères, notamment avec l'établissement de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN), créé par la loi des Parcs Nationaux pour remplacer le Conseil National des Parcs Nationaux (CNPN). L'ANPN tombera sous l'autorité du nouveau Ministère du Tourisme et des Parcs Nationaux.

En Juillet, suite à la visite officielle du président français Nicolas Sarkozy, le Président Bongo s'est engagé en faveur de la conservation de la biodiversité et a accepté, comme convenu avec la France, d'affecter une partie du remboursement de la dette extérieure au secteur de l'environnement et de la forêt. Il s'est aussi entretenu lors d'un meeting d'une heure avec des ONG gouvernementales et des parties prenantes à la question de la conservation des forêts. Il n'y aurait eu aucun représentant autochtone.

A la suite des élections nationales de 2006, 2007 a été dominé par les négociations concernant des projets de développement de grande ampleur dans le Nord-Est du pays. La décision du gouvernement de vendre des droits d'exploitation minière de fer aux entreprises chinoises à Belinga – impliquant la construction d'une nouvelle voie de chemin de fer et d'un barrage hydroélectrique sur les cascades de Kongou au sein du Parc Naturel d'Inwindo – a soulevé des inquiétudes majeures au sein des agences environnementales nationales et internationales et des ONG. Le travail continue malgré des appels à plus de transparence et des garde-fous environnementaux. La zone qui doit être affectée par ces projets est proche de deux autres parcs nationaux et des communautés locales Bakoya et Baka. La construction de la route vers le site du barrage hydroélectrique a commencé et a nécessité l'abattage d'une partie du Parc National d'Inwindo. Le barrage permettra d'alimenter l'exploitation minière en électricité.

Les intérêts divergents entre conservation de la biodiversité et intérêt commercial autour de sujets comme le projet Belinga et la reprise des opérations de prospection pétrolière dans le Parc National de Loango ont atteint leur paroxysme en décembre 2007 lorsque le Ministre de l'Intérieur a suspendu (puis a ré-autorisé) les activités de vingt organisations non gouvernementales locales qui ont fait campagne contre l'influence néfaste de ces projets sur l'environnement de cette région.

Le Plan de Développement des Peuples Autochtones (PDPA) a été encore retardé en attente de l'attribution d'un financement de la Banque Mondiale lié au projet PSFE-GEF (Plan Sectoriel Forêt et Environnement – Fonds Mondial pour l'Environnement), projet qui a finalement eu lieu à la fin de l'année. Le PDPA fait partie du Plan Sectoriel Forêt et Environnement (PSFE), c'est un programme national dessiné pour aligner et coordonner toutes les actions des parties prenantes et des partenaires dans la gestion des ressources naturelles du pays. C'est donc un document clé pour le cadrage des politiques et législations nationales futures. A travers des projets spécifiques ciblés comme par exemple la cartographie démographique des populations autochtones, le renforcement des compétences des représentants autochtones, des programmes de relocation, etc., le PDPA veille à ce que le respect, la dignité et la culture des peuples autochtones soient protégés durant ces projets de développements et à ce que les bénéfices dus et les compensations soient bien attribués aux peuples autochtones. Les projets prévus sont à présent replanifiés pour démarrer en 2008.

Politiques, programmes et projets

Le programme international de l'UNICEF intitulé « développement intégré au milieu pygmées » centré sur l'amélioration de la santé de base et l'accès aux certificats de naissance, a continué tout au long de l'année. C'est un projet de grande ampleur où interviennent leaders autochtones, ONG locales et représentants du gouvernement qui a favorisé les visites d'agents de l'Etat à ces régions reculées. L'organisation Baka, Edzengui, a collaboré avec le Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale, ce qui a donné lieu à l'organisation d'un meeting à Esseng (village Baka près de Minvoulk) et à la visite officielle du Préfet pour distribuer des certificats de naissance aux enfants.

Les programmes régionaux pour délimiter les forêts des communautés ont continué, notamment au nord-est du Gabon autour du Parc National de Minkébé, où Nature Plus, une ONG européenne, poursuit son programme de cinq ans visant à la mise en place de la sylviculture communautaire. Le projet « Développement d'alternatives communautaires à l'exploitation forestière illégale (DACEFI) est en cours dans cette région, impliquant des partenaires comme Nature Plus, FUSAGx (la faculté de Gembloux pour les sciences agronomiques) et le WWF. A travers le DACEFI, l'organisation Baka, Edzengui, en

partenariat avec le WWF, entend créer une entreprise pour promouvoir l'agriculture au sein des communautés Baka.

Plusieurs projets centrés sur les communautés autochtones sont toujours au stade de prévision. Ils ont émergé suite au renforcement des partenariats internationaux et des organisations autochtones. Par exemple, la Rainforest Foundation, en consultation avec Forest Peoples Programme (FPP) et Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee (IPACC) a organisé des meetings avec des organisations autochtones et des organisations de conservation de la biodiversité pour mettre en place des projets pilote de cartographie participative dans les alentours des Parcs nationaux et des aires menacées par les concessions d'exploitation forestière.

En Novembre 2007, IPACC a conduit une mission au Gabon. Des meetings ont eu lieu où ont assistés des leaders des organisations autochtones du Gabon, le Tropical Forest Trust et des organisations de conservation comme WWF et Wildlife Conservation Society. Leonard Odambo, le leader de l'organisation pygmée MINAPYGA (Mouvement des minorités autochtones, indigènes et pygmées du Gabon) a voyagé avec IPACC et WCS pour visiter la région du Parc National de Waka, où les communautés Babongo et Mitsogho ont été sérieusement affectées par les activités destructrices d'exploitation forestière à grande échelle conduites par des compagnies sino-malaysiennes. La situation devrait même empirer avec le contrat qui prévoit l'abattage de la forêt tropicale entre les parcs nationaux de Lopé et Waka, qui sont les territoires traditionnels des Babongo et des Mitsogho. MINAPYGA a signé un accord avec IPACC, WCS et le Waka National Park *Conservator* pour soutenir la représentation locale à travers la formation d'associations communautaires dans la région du Parc National de Waka.

En Octobre 2007, le Groupe de Travail de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur les populations/communautés autochtones a visité le Gabon. La délégation a rencontré des représentants des peuples autochtones du Gabon et des agents du gouvernement et a s'est rendue à l'intérieur du pays pour rencontrer les communautés autochtones et leurs organisations.

Représentation autochtone

En 2007, la représentation des peuples autochtones gabonais s'est beaucoup accrue dans les forums nationaux et internationaux sur les droits de l'homme et sur la conservation de la biodiversité. En conséquence, les organisations autochtones ont construit des partenariats importants avec les agences externes qui les ont assistées dans la planification de leurs futurs projets.

Leonard Odambo (représentant le MINAPYGA) a émergé, sur la scène internationale, comme un porte-parole majeur pour représenter les questions autochtones gabonaises. Tout au long de l'année, il a assisté à de nombreuses conférences nationales et internationales et a participé aux programmes de formation régionaux. A son retour de New York, où la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones a été adoptée, Odambo a gagné le soutien de la fille du Président du Gabon, qui a accepté de rendre une visite officielle à sa région d'origine autour de Mekambo (une ville au nord-est du Gabon, où sont situés plusieurs villages mixtes Bakoya) pour promouvoir la Déclaration au niveau national. Durant 2007, Odambo a voyagé fréquemment au sein du Gabon pour renforcer les réseaux locaux et pour informer les habitants des régions reculées gabonaises des droits des peuples autochtones et sur la toute récente Déclaration des Nations Unies.

Après une année 2006 chargée en événements, l'organisation Baka Edzengui a eu une année difficile en 2007. Leurs projets d'assister aux forums internationaux ont dû être avortés

à cause de problèmes logistiques et financiers. WWF Libreville continue néanmoins à soutenir l'organisation en prévoyant de nouveaux projets et en permettant aux représentants Baka d'Edzengui d'assister à plusieurs rencontres-clé et à des ateliers au sein du Gabon.

L'organisation Babongo ADCPPG (Associations pour le Développement de la Culture des Peuples Pygmées du Gabon), en consultation avec la Banque Mondiale et certains Ministères, a continué à élaborer de nouveaux projets liés aux Plan des Populations Autochtones. Mr Massandé, représentant d'ADCPPG, a participé à l'organisation de plusieurs meetings et ateliers nationaux et régionaux majeurs : le gouvernement a par exemple invité le Forum International des Peuples Autochtones des Forêts d'Afrique Centrale qui s'est tenu à Impfondo en République du Congo et le Premier Meeting International des Peuples Autochtones d'Afrique Centrale (First International Central African Indigenous Peoples' Meeting) en Avril 2007 qui s'est tenu en République Démocratique du Congo.

Récemment, des ONG ont été créées qui donnent la priorité au travail avec des représentants autochtones pour s'assurer que les processus de développement et les sociétés d'écotourisme promeuvent le savoir autochtone et maintiennent des standards de dignité et d'équité. En 2007, l'ONG « le Fleuron d'Afrique équatoriale » est née avec l'objectif de mettre en place des activités écotouristiques au Gabon qui bénéficient aux communautés locales et autochtones.

***Judy Knight** est une consultante anthropologue basée au Gabon. Elle a travaillé sur divers projets avec les communautés autochtones forestières d'Afrique centrale depuis 1992 et a travaillé en consultation avec des ONG autochtones et les organisations de conservation de la biodiversité majeures sur les droits des peuples autochtones et la protection des savoirs traditionnels liés à la forêt, dans et autour des zones protégées.*

Contact : judyknight@uuplus.com, jkanthro@yahoo.co.uk

*Source : The Indigenous World 2008,
traduction GITPA, Anna Belt, révision Patrick Kulesza.*